

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI
22

JANVIER
1976

N° 90

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

CONCORDE : RÉUSSITE TECHNIQUE ET ÉCHEC COMMERCIAL

34 MILLIARDS POUR 16 AVIONS DE LUXE

C'est le premier vol commercial de Concorde, sur la ligne Paris-Rio, qui a tenu hier la vedette.

La mise au point d'un avion supersonique civil est une nouveauté indéniable, un progrès technique incontestable. Concorde partage cette réussite avec son concurrent le TU-144 soviétique. Les chauvins de tout acabit ont insisté sur le caractère français de l'exploit. Ils oublient la collaboration des ouvriers et techniciens français et britanniques. Ils ne disent pas, bien sûr, combien la technique, dans les pays capitalistes «avancés», se nourrit de la division impérialiste du travail : celle qui aujourd'hui encore, à cause du pillage néo-colonial, interdit à la plupart des pays du Tiers Monde de développer une industrie avancée. Il n'empêche que cet avion ouvre de nouvelles possibilités pour l'aéronautique.

Réussite technique donc, mais échec commercial indéniable. Le

programme, qui, un moment, avait récolté jusqu'à 74 options d'achat, se limite aujourd'hui à 16 appareils. Air France et la BOAC anglaise en ont acheté 9, pendant qu'il reste 3 options d'achat pour la Chine et 2 pour l'Iran. Le gouvernement US bloque jusqu'à nouvel ordre de nouveaux achats. Ainsi, aucune production, peut-être, n'illustre mieux l'état du rapport de forces entre la superpuissance américaine et la France, impérialisme de second rang.

Le programme Concorde, lancé en 1962, en plein dans l'ère gaulliste, était un de ces grands projets de la bourgeoisie française, comme le plan-calcul dans l'informatique. On voit combien il a fallu aux dirigeants français en rabattre depuis cette époque. L'argument écologique de la pollution, du bruit, masque à l'évidence l'opposition politique des USA.

Le Concorde, en outre, est un produit de luxe insolent. Le prix du vol

inaugural Paris-Rio représente plus de 9 mois de salaires au SMIC. Personne ne nie que seuls les PDG en goguette vont utiliser l'avion. Dans la société capitaliste, aujourd'hui en France, Concorde ne peut qu'être réservé à l'élite de l'argent et du pouvoir. Les ouvriers le fabriquent, le réparent mais le regardent voler.

Le coût du programme Concorde, c'est par exemple 860 000 HLM qui ne seront pas construits. La réussite technique, en régime capitaliste, est en effet intimement liée à la pression sur les salaires, au chômage, à la dégradation des conditions de vie. Les milliards qu'on y engloutit sont pourtant nés du travail de ceux qui ne peuvent en profiter. On mesure donc la contradiction intolérable entre cet avion de luxe et la misère quotidienne des ouvriers. Il ne s'agit pas de nier la réussite technique, mais de montrer sur quoi elle est fondée. Et il n'y a que dans le socialisme qu'on peut résoudre cette contradiction, quand les ouvriers seront aux postes de commande politique, de l'économie, de la science et de la technique.

Paul LEFORT

ESPAGNE

AUX CRIS DE «LIBERTÉ» DANS MADRID EN ÉTAT DE SIEGE



voir page 8

Moyen-Orient :
LES ÉVÉNEMENTS
DU LIBAN

vers la cinquième guerre ?

voir p. 8

SOMMAIRE

- PDG de Phonogram : nouvelle arrestation... dans l'entourage de Hazan ! - p. 3 -
- Usinor - Trith-St Léger - et toute une ville contre le chômage - p. 4 -
- Foyers Sonacotra : briser les provocations - p. 5 -
- Djibouti : une longue lutte pour l'indépendance - p. 5 -
- Portugal : la police tire sur les manifestants, un mort 5 blessés - p. 8 -

greve des avocats

LA JUSTICE
BOUREOISE
PEU MISE EN
QUESTION

voir page 3



LUTTES OUVRIERES

huit syndicalistes belges inculpés

par Monique CHÉLAN et Gérard PRIVAT

COUPABLES DE SOLIDARITE

AVEC LES GRÉVISTES DU PARISIEN LIBÉRÉ

«Notre but unique dans cette action a été de marquer notre solidarité avec les travailleurs français en grève. Pour ce faire, nous devions arrêter l'impression du Parisien Libéré et frapper le «cerveau» de toute l'organisation, c'est-à-dire l'imprimerie Havaux de Nivelles. C'est ce qui a été fait, et ce, avec les moyens que les patrons et les forces de l'ordre eux-mêmes nous ont imposés en évitant la discussion et en utilisant la force. Le Parisien Libéré n'est plus imprimé en Belgique, notre but est atteint ! Quoi qu'il en soit, si la situation devait se représenter, nous ferions exactement la même chose».

(déclaration de la Fédération CSC (Confédération Syndicale Chrétienne) du Brabant-Wallon)

LA SOLIDARITE en France...

Le 4 mars, la direction du Parisien annonce sans attendre l'avis du CE, ni celui de l'inspection du travail, qu'elle a décidé la suppression immédiate du grand format et des éditions régionales, ce qui réduit le tirage de plus de moitié, 800 000 à 400 000, implique près de 500 licenciements et la fermeture immédiate de l'imprimerie de la rue d'Enghien.

L'action s'engage aussitôt : dès le 5 mars, la direction fait disparaître des éditions régionales imprimées ailleurs et dans des conditions sûrement plus onéreuses. Une action systématique de repérage de ces éditions pirates est entreprise. A chaque fois, les travailleurs des imprimeries sont contactés et après délégation ou manifestation de masse, l'impres-

mies, Dieppe, Charenton... Pendant que des retards quotidiens sont imposés à la sortie du journal, la direction fait mine de vouloir revenir sur l'essentiel de ses décisions.

Le 6 mai, les ouvriers votent à 94 % la suspension de la parution. Depuis Amaury tente de faire imprimer à l'étranger, notamment en Belgique. La diffusion en France a été bloquée chaque fois que c'était possible : refus des ouvriers des NMPP d'assurer la diffusion. Refus des postiers de la gare du Nord de trier le journal. Interceptions et destructions d'exemplaires en provenance de Belgique. Refus des diffuseurs CGT de diffuser des exemplaires ne sortant pas de l'imprimerie habituelle. Amaury n'a pas renoncé à faire im-

Demain, vendredi, la cinquième audience est consacrée au réquisitoire et aux plaidoiries. Tout au long de l'audience du 16 janvier, c'était le défilé des témoins. La plupart, cités par la défense, sont venus dénoncer les provocations racistes de la police (BSR), la collusion entre les capitalistes belges et français, le chantage exercé par le patron Havaux sur les ouvriers pour les contraindre à accepter de tirer le «Parisien» en mai 75.

Lors de témoignages d'ouvriers contre la justice de classe, et même d'un prêtre dénonçant «la hiérarchie religieuse qui cautionne la violence des riches», une tempête d'applaudissements saluait les interventions. Au

point que le président et le procureur du roi menacèrent de faire évacuer la salle...

Mais, ce n'est pas seulement pour aider Amaury que la justice belge veut condamner les syndicalistes de la CSC. Elle veut frapper, empêcher que se développent de nouvelles formes d'action, comme celle qui a empêché la sortie du Parisien...

Là-dessus, un militant s'explique : «Les luttes résolues de la classe ouvrière de France et d'autres pays, ont fait prendre conscience à une frange importante de militants. Par exemple, Lip pour nous, ça a été d'une importance capitale, c'est surtout à partir de cette lutte que nous avons pris conscience, nous

autres, qu'il était grand temps de secouer la vieille droite chrétienne qui dirige le syndicat. C'est ce que nous avons fait et ce qui se passe aujourd'hui n'est qu'un épisode de cette lutte pour un

syndicalisme efficace, de luttes de classe, un syndicalisme mettant en œuvre des formes nouvelles d'action qui prennent en compte les intérêts et les aspirations des travailleurs».



«Le patron de Havaux contraint de s'expliquer...»

"s'opposer au pouvoir"

INTERVIEW DE DEUX DÉLÉGUÉS CFDT

Gérard : La CFDT a eu des contacts avec la CSC au moment où le Parisien Libéré était imprimé en Belgique. Etant donné que les camarades belges passaient en procès parce qu'ils avaient empêché la sortie du Parisien Libéré, le Syndicat parisien et la Fédération m'ont mandaté, pour aller témoigner et pour les soutenir.

J'ai expliqué que le fait d'imprimer le Parisien en Belgique, c'était une remise en cause du droit de grève, que pour cette raison, nous avions fait la demande aux travailleurs belges d'intervenir, et que, c'était légitime qu'ils manifestent leur solidarité internationale.

Vendredi 16 vers 8 heures du matin, à Amiens, 150 travailleurs du livre ont stoppé le transport d'un élément de rotative qu'Amaury avait l'intention d'installer à l'imprimerie Treilhou, pour sortir une édition régionale du «Parisien». L'attaque surprise a rendu inutilisable la rotative et le camion qui la transportait. Les travailleurs du «Parisien», soutenus par tous ceux du livre sont toujours là !

Aussitôt, l'UD-CGT s'indigne : «De telles méthodes ne sont pas dans la pratique des organisations CGT dont le passé et les mouvements revendicatifs récents, montre le soin qui est accordé à l'outil de travail».

Ainsi, à chaque fois que les travailleurs prennent des initiatives efficaces pour faire aboutir leurs revendications, ils trouvent les révisionnistes de la direction CGT en travers de leur chemin.

Les syndicalistes belges en ont fait l'expérience, eux qui se font «lâcher» par la direction de la FFTL au moment où ils sont trainés devant les tribunaux !

Le Quotidien du Peuple : Pourquoi à votre avis, la FFTL n'a pas fait du tout de popularisation ?

-G. : Le fond du problème, à mon avis, c'est que la CGT veut éviter de mettre en contact les travailleurs belges et les travailleurs du Parisien Libéré. Parce que les camarades belges ont une pratique syndicale dynamique, collective, prônant l'action directe quand il le faut, une pratique de masse. D'un autre côté, les travailleurs du Parisien Libéré, dans la période actuelle, sont très sensibles à ce type de pratique, et eux-mêmes, de façon éclatée, pratiquent l'action directe dans les rodéos, par exemple.

-B. : De plus, la CGT, veut absolument négocier, depuis le départ. Et ce n'est pas en soutenant la position dure des camarades belges, et en lançant par là des idées qui pourraient faire agir directement les camarades du Parisien Libéré, qu'elle arrivera à des négociations sans troubles.

QdP : Comment se fait-il qu'à l'heure actuelle, elle soit obligée de laisser faire des actions assez dures ?

-G. : Elle ne peut pas faire autrement, car les travailleurs du Parisien n'ont pas tellement de perspectives, pour leur lutte. Pour eux, le seul moyen c'est de détruire le maximum de papier. Mais il y a des objectifs qu'il faudrait atteindre : les entreprises où est fabriqué le Parisien Libéré, à Saint-Ouen et Chartres. Les choses n'en sont pas encore là, mais disons que la CGT est contrainte et forcée de

QUELLE LIBERTÉ D'INFORMATION ?

«De quelle liberté d'information ose parler la direction d'Havaux ? Le Parisien Libéré, comme toutes les publications du sieur Amaury, n'est qu'un tissu de bêtises, de crimes, d'agressions, de courses de chevaux, de divorces des vedettes, et autres imbécillités du même genre... Et c'est pour imprimer ce genre de torchon que la très catholique imprimerie Havaux brandit la liberté d'information. Quelle information ? Qu'ils se battent pour cette information là ne nous étonne qu'à moitié, mais qu'ils aient au moins la pudeur de ne pas la brandir comme un principe !» (extraits du Bulletin des Syndicats CSC du livre)

laisser faire. Après l'assassinat de Cabannes, il y a eu des consignes données d'arrêter les rodéos. Et depuis le tabassage devant les Arts et Métiers, les rodéos ont repris de plus belle, et même de façon beaucoup plus dure. Il vaut mieux pour la CGT de laisser faire, parce que sinon, ça se ferait quand même, de façon beaucoup plus dure encore et contre elle.

QdP : Dans quelles conditions négocier, et sur quoi ?

-G. : Le problème c'est de négocier avec un rapport de force favorable, pour que les travailleurs y retrouvent leur compte : c'est-à-dire de maintenir la revendication fondamentale : «pas de licenciement». On sait par exemple qu'avec le nouveau matériel, ça fait 40 % du personnel en moins. Nous, on refuse qu'il y ait des gens qui s'en aillent au chômage même si dans la période actuelle, du point de vue des capitalistes, il y a des effectifs supérieurs à ce qu'il faudrait. Qu'ils nous garantissent un salaire, un emploi, qu'ils réduisent les temps de travail. Mais ce type de revendications, ça se négocie avec un rapport de force très important. Actuellement, la FFTL ne mobilise pas les travailleurs sur des revendications concrètes. Mobiliser les travailleurs

sur les revendications réelles, et surtout, plutôt que de se battre chacun dans son entreprise, prendre des initiatives communes, et se battre ensemble, parce que sinon on ne s'en sortira pas.

La grande question qui se pose pour les travailleurs du Livre, c'est de s'affronter au pouvoir. Et la FFTL se refuse à affronter le pouvoir, en tout cas pas en descendant dans la rue. Avec des bulletins de vote, peut-être. Les grandes divergences qu'on peut avoir à l'heure actuelle, c'est cela. Parce que si elle prenait comme initiative la centralisation des luttes, pour essayer d'aller vers une grève générale du Livre (presse et travail), des objectifs qu'on trouve légitime actuellement, si c'était ça, ça voudrait dire qu'on s'affronte directement au pouvoir. Mais ça, elle n'y est pas prête.

La FFTL essaye de décourager les rodéos, mais par contre, fait des manifestations devant la porte Saint-Martin, autour de Notre-Dame. De fait, ça n'a aucune valeur de lutte et ne fait aucune pression sur qui que ce soit ! Ça permet de populariser, mais rien de plus. Et cela, c'est parce qu'elle ne veut pas s'attaquer aux racines mêmes : s'opposer ouvertement au pouvoir et au patronat !



en Belgique...

Dès qu'il est averti de l'impression du Parisien Libéré, le Front Commun Syndical CSC/FGTB demande aux imprimeurs belges de renoncer à cette opération. Devant le refus de ces derniers, les centrales syndicales donnent feu vert aux organisations régionales pour faire arrêter les impressions pirates du Parisien Libéré. Le mardi 27, trente militants de la CSC du Brabant-Wallon, occupent les bureaux de l'entreprise, les pneus des camionnettes françaises sont dégonflés et les clés de contact confisquées. La direction de l'entreprise est avertie que si elle n'arrête pas l'impression du Parisien Libéré le conflit se durcira sévèrement.

Le jeudi 29, le Front Commun FGTB/CSC occupe l'imprimerie Michaux à Tarni-

nes et empêche aussi la parution à l'imprimerie Renier à Waremme. La FGTB Bruxelles manifeste à l'imprimerie «Scorpion» de Strombeek.

Le vendredi 30, une centaine de militants CSC du Brabant-Wallon envahissent l'imprimerie Havaux pour la deuxième fois : les exemplaires imprimés sont répandus dans la cour, les pneus des véhicules sont crevés (camionnettes des gendarmes y compris), les rouleaux de papier de la rotative sont barbouillés d'encre. D'autre part, le bureau de la direction est occupé ainsi que l'entreprise. Vers deux heures du matin les militants quittent l'entreprise, un accord ayant été signé. Dans les jours qui suivent toutes les entreprises arrêteront l'impression du journal français.

POLITIQUE

CONCORDE : CE QU'ILS EN PENSENT...

Mercredi 16 H, rue de Belleville :

- Un mécanicien sur locomotive à la retraite : «Le Concorde c'est très bien. J'ai vu ça à la télé à midi. Ça coûte peut-être cher mais, il faut vivre avec son siècle. Les américains ont l'air réticent. C'est une histoire de capitaux car c'est une claquette pour Boeing. Pourquoi être à la remorque des autres ? Et puis c'est capital pour le chômage».

QdP : Vous pensez que ça va créer des emplois ?

«Moi je voudrais bien, qu'au moins ça les maintienne. Pour tous ces travailleurs de la SNIAS, etc... parce

qu'ils ont démontré qu'ils étaient capables de faire quelque chose de bien. Oui, il y a bien d'autres choses à faire, des hôpitaux, etc... mais, si on peut tout faire... ça, ça fait quand même partie des réalisations du siècle». Une employée de bureau de tabac, retraitée : «Le Concorde c'est normal. Pourquoi que la France serait au dernier rang ? Moi, je trouve ça bien qu'on se place au niveau des autres puissances. Enfin ! Les Américains, pourquoi ils veulent pas qu'on atterrisse chez eux ? parce qu'ils veulent lancer leur...»

QdP : Et la pollution, le bruit ?

«Oh ! Et les leurs ils n'en font pas ? Vous savez, c'est pas moi qui irai. Je serais peut-être comme les copains... mais, dépenser un million... d'abord, je ne l'ai pas. J'ai 68 ans, avec ma retraite de 1 550 francs tous les trois mois...»

Deux jeunes livreurs chargeant des caisses sur un camion : «C'est bien mais, qui en profitera ? Il y avait des choses plus urgentes».

QdP : Sur le plan technique ?

«Oui, c'est bien, mais, si c'est pour ne pas s'en servir, ça vaut pas le coup. C'est comme la France».

QdP : Et l'emploi ?

«Oui, mais on pourrait faire d'autres choses pour créer des emplois».

Il a 57 ans, il est chauffeur-livreur depuis 35 ans : «Dépenser des milliards pour ça ! Là-haut regardez, tout le secteur de la place des Fêtes, ils l'ont cassé. Ça fait des années et il y avait des HLM à faire pour les mal-logés. Ça aurait été beaucoup mieux de faire ça que de faire le «Concorde». Il n'y a que 110 personnes qui peuvent y aller et ceux qui le prendront, ce seront toujours les richards. Les autres n'y auront jamais droit».

QdP : Des travailleurs disent : c'est une belle performance ?

«Ah ! Question de progrès, c'est une belle réalisation. Mais, ça ne résoudra pas le problème des vieux, ni le problème des jeunes. On s'est engueulé avec mon chef au sujet du même que Giscard va peut-être gracier. S'il avait eu de l'argent, ça ne serait peut-être pas arrivé. Si tout le monde pouvait gagner sa vie honorablement... Des gars de 20 ans sans boulot, qu'est-ce qu'ils vont faire ?»

Recueilli par Jean-Paul GAY

«Ils nous assomment avec Concorde et Concorde nous assomme»

Goussainville, où habitent quelques milliers de travailleurs, se trouve dans le prolongement des pistes de l'aéroport de Roissy-en-France. Hier, c'était le premier vol commercial de Concorde, mais depuis plusieurs jours, avec les vols d'essai, les habitants ont pu faire connaissance avec lui.

«Moi, je travaille à l'aéroport ; c'est vrai que Concorde est joli, mais il fait plus de bruit que les autres avions».

Deux jeunes lycéennes : «Quand les avions passent, et avec Concorde, c'est pire, souvent les professeurs doivent s'arrêter de parler. Pourquoi on fait des avions comme ça sans s'occuper des nuisances ?»

Une jeune femme promène son bébé : «Certains jours ils passent très bas ; le gosse se réveille apeuré, c'est impossible de le rendormir. Concorde passe plus haut, mais il fait quand même plus de bruit que les autres».

Un ouvrier qui travaille en équipe : «J'ai regardé la télé, ils nous assomment avec le Concorde, et Concorde nous assomme quand il passe. C'est certainement un bel avion, mais nous on ne profite que du bruit. Et si j'avais un million à dépenser ça ne serait pas pour un billet de Concorde».

«Là où j'habite c'est terrible, les vitres vibrent, si je pouvais déménager...»

La presse d'hier : une immense publicité pour Concorde

La presse est unanime à prendre la défense de Concorde. Et les journaux se sont hier transformés en démarcheurs gratuits (outre les pages pleines de publicité payante). «Le supersonique sera demain un marché fabuleux», écrit l'Humanité, et le Quotidien de Paris demande qu'on «essaie de gagner en contrats», ce qu'on «dilapide en deniers publics».

On passe vite sur les milliards engloutis et on ne s'interroge pas sur leur signification pour les travailleurs. Le prix du voyage, bagatelle ! «Nous autres, les nouvelles générations, qui prenons l'avion pour un oui ou pour un non», écrit le Figaro. Les journalistes tentent de trouver une explication à la mévente de Concorde, sans parler de l'opposition politique de l'impérialisme US : pour le Quotidien de Paris, la raison serait «la crise de civilisation des années 70 et l'angoisse écologique des États Unis», et, pour France-Soir, «Les hommes sont moins avides de vitesse dans une économie qui tourne au ralenti». Mais, en fin de compte, tous admirent «le rêve fou qui devient réalité», comme l'écrit France-Soir. L'Humanité, éperdue dans la défense de «l'intérêt du pays», ignore, comme les autres journaux, le point de vue des travailleurs qui ne prennent pas l'avion.



Les avocats étaient en grève hier

LA GRANDE BOUDERIE

le prix d'un divorce

Le coût d'un divorce est très variable, il dépend de sa durée, de l'attitude réciproque des conjoints, selon qu'il y a ou non consentement mutuel, il dépend également des honoraires des avocats. Or il n'y a pas de tarification fixe, un avocat fixe les honoraires comme il lui plaît. La tarification des honoraires est une des revendications des avocats du MAJ (Mouvement d'Action Judiciaire). Sans aide judiciaire, un divorce revient au minimum à 5 000 F, avec la nouvelle procédure, son coût sera moindre dans la mesure où elle évite le recours à l'avocat.

Cela ne veut pas dire pour autant que tous les avocats roulent sur l'or, certains débutants, ceux qui travaillent chez un patron ont des revenus modestes. Des avocats progressistes nous ont dit qu'ils calculaient leurs honoraires sur la base d'un salaire de 3 000 F par mois. Sur leurs honoraires, les avocats doivent compter entre 60 et 70 % de frais divers de fonctionnement et fiscaux.

Partie de Nantes, la grève des avocats s'est étendue à l'ensemble de la France, hier s'était au tour des avocats parisiens de se taire, et ce pour quatre jours renouvelables. C'est d'une grève d'un genre particulier qu'il s'agit, décidée par les différents Ordres auxquels les avocats sont obligatoirement inscrits, elle a un caractère obligatoire. Chaque avocat parisien a reçu une lettre de maître Mollet-Viéville, bâtonnier de l'ordre de Paris, lui demandant d'y participer au nom de la «discipline professionnelle». Il a par ailleurs laissé entendre que des sanctions pourraient être prises contre ceux qui plaideraient pendant ces quatre jours.

Le mouvement des avocats a démarré à la suite de la parution des nouveaux décrets sur le divorce. En raison de la brièveté du délai entre leur parution et leur mise en application, les avocats n'ont pas eu le temps suffisant pour en prendre connaissance. Ce qui a motivé leur colère, c'est qu'ils sont évincés de la nouvelle procédure de divorce, leur présence étant facultative et dépendant de la volonté de ceux qui veulent divorcer. La réorganisation progressive du système judiciaire, mise en œuvre par le gouvernement, tend à restreindre le rôle de l'avocat dans un certain nombre de procédures. Les décrets sur le divorce ont donc été la goutte qui a fait déborder le vase. D'autant qu'en l'occurrence, il y a en jeu des intérêts matériels substantiels, les divorces constituant pour nombre d'avocats une importante source de revenus.

Mais sur ce point, l'Ordre des avocats se montre fort pudibond et prétend, sans rire, que sa grève n'a rien de corporatiste et n'est destinée qu'à défendre «le caractère contradictoire des débats et les garanties élémentaires des justiciables». La belle formule !

UNE GREVE CORPORATISTE

Jamais l'Ordre des avocats ne s'était ému auparavant lors d'attaques beaucoup plus graves contre les libertés. Il mène aujourd'hui un combat d'arrière-garde pour conserver ses privilèges menacés par la rationalisation d'un système judiciaire datant de Napoléon, inadapté à défendre efficacement les intérêts du capitalisme monopoliste d'État. Ce combat est comparable à celui des PME, victimes de la restructuration, contre les trusts, il est réactionnaire.

L'ORDRE, QUEL ORDRE ?

Il suffit d'examiner la pratique passée des Ordres : aucune protestation contre l'existence d'une Cour de Sécurité de l'État, mais par contre une marche silencieuse indignée après la publication par le Syndicat de la Magistrature du livre «Au nom du peuple français», dans lequel il reproche, à juste titre, aux avocats d'être absents des lieux où ils pourraient prendre réellement la défense de leurs clients : entreprises occupées, saisies, prisons... C'est encore l'Ordre de Marseille qui sanctionne les avocats qui protestaient contre le traitement infligé aux prisonniers lors de leur révolte en juin 74.

Certes les restrictions apportées par le gouvernement au rôle des avocats sont dangereuses, car elles visent à permettre une justice plus efficace, un renforcement de l'appareil judiciaire de répression. C'est contre cela que les avocats progressistes se battent, pour qu'ils aient la possibilité d'assurer une défense politique. Mais ce combat, ils le mèneront aux côtés des travailleurs, victimes de la justice bourgeoise.

Serge LIVET

Quatre nouvelles inculpations devant la cour de Sécurité de l'État

Francis Barbet (21 ans), Alain Grosmier (20 ans), chômeurs, Patrick Corbel et Patrick Carracossa, soldats du contingent basés en Allemagne ont été inculpés par le juge Gallut pour «participation à entreprise de démoralisation de l'armée», ce qui porte à 53 le nombre des inculpations. Il y a toujours huit détenus.

Rouen

Mercredi 21 janvier, au matin, à Rouen, deux perquisitions ont été effectuées au domicile personnel d'un militant cégétiste et d'un militant de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Le local de la Ligue a également été perquisitionné à 11 h.

COMMUNIQUE

MEETING

jeudi 22 janvier - à 20 H

à la salle Saint-Georges à Marseille

Collectif marseillais pour la libération des soldats et militants emprisonnés et UD-CFDT

Affaire Hazan : le directeur financier de Phonogram avait participé à l'enlèvement

Daniel Vergnes, directeur financier de Phonogram, société dont Hazan est le directeur a reconnu avoir participé à l'enlèvement de son patron. Il était gardé à vue pour un interrogatoire depuis lundi. C'était un ami de Brunini, chez qui il avait dîné la veille de son arrestation. Si ces aveux expliquent un certain nombre de mystères : la connaissance parfaite des lieux par les gangsters, l'escroquerie de 3,65 millions, ça n'explique pas encore tout. Notamment la phrase «On vient chercher le solde», prononcée par les ravisseurs avant d'enlever Hazan.

LUTTES OUVRIÈRES

ils luttent en ce moment

● **A Pontcharra (Isère), chez Olivetti**, contre neuf licenciements, occasionnés par le transfert d'un dépôt à Aubervilliers (93). Un double procès est en cours : la direction demande l'évacuation de l'usine occupée ; la CFDT réclame l'annulation des licenciements et la réintégration des neuf travailleurs.

● **A la Courneuve, chez Mecano-Cogefom** : les ouvriers de cette entreprise (depuis peu filiale de Marine-de-Wendell) occupent leur lieu de travail depuis 8 jours maintenant. Après avoir subi la perte de 300 emplois en 5 ans, le blocage de l'embauche depuis 2 ans, le chômage technique en 74, le passage de 44 h à 40 (novembre 75), puis maintenant 36 (avec perte de salaire et d'avantages acquis), voilà que la direction annonçait le démantèlement de l'entreprise avec 500 licenciements à la clef (sur un effectif de 630 salariés) ! A 90 %, en Assemblée Générale, la riposte par l'occupation a donc été votée : pour le plein emploi et le maintien du pouvoir d'achat !

● **A la Ferté-sous-Jouarre, sur le chantier G.I.E. de l'Autoute** (en construction), depuis le 15 janvier, contre deux licenciements et pour une augmentation de 20 % minimum, 300 ouvriers sont en grève.

● **A Artent (dans l'Ain), chez Grosfillex**, les travailleurs en grève exigent l'incorporation de la « prime de productivité » dans le salaire et un 13^e mois.

● **A Brest, des femmes de chômeurs** ont manifesté hier devant le Bureau d'Aide Sociale et ont envahi les locaux afin d'exiger la gratuité des cantines et transports scolaires, le report des quittances d'EDF et les loyers, ainsi qu'une aide de la municipalité. « Nous sommes à bout de ressources », « il faut que nos demandes aboutissent coûte que coûte » déclaraient des familles de chômeurs brestois dans un communiqué.



● **A Dreux, chez Verlinde (appareils de levage) et Actime (ateliers de fabrication)**, le personnel a été appelé à l'action. Au même moment le « calme » social de la région drouaise est rompu deux fois par la classe ouvrière, soucieuse d'endiguer les lourdes pertes de pouvoir d'achat déjà subies : salaire minimum à 1 850 F pour 40 h, et (chez Actime) un rattrapage de 3 %... A Saint-Malo, une autre usine Actime a débrayé cette semaine, à 100 %... Sur Dreux, des contacts ont été pris entre grévistes de Verlinde et Actime : sur la localité et dans la branche d'industrie, les travailleurs recherchent la solidarité et ébauchent des luttes d'ensemble aujourd'hui en France, à l'image de Thomson et Schlumberger !

Blatrix : non aux 99 licenciements

Les travailleurs des chantiers de l'entreprise Blatrix à Ferney Voltaire (Ain) sont en grève depuis deux semaines contre le licenciement de 99 d'entre eux. Le patron, comme toujours, invoque la « mauvaise situation économique ». Mais, d'abord, on sait que des embauches ont été effectuées durant le mois de novembre. Quant aux horaires moyens, ils sont encore à 44 h par semaine. Et il y a encore beaucoup de travail en cours et à venir ! En fait, la raison c'est que « Blatrix (père & fils) » veut se débarrasser d'une équipe de « mauvais esprits » qui luttent ferme depuis plusieurs années... Aujourd'hui, la combativité est très grande, les chantiers sont occupés jour et nuit. Des provocations ont lieu, mais les travailleurs les ont mises en échec. La popularisation s'étend : tracts sur la ville, « opération-merguez » à Oyonnax. Enfin, un Comité de Soutien vient de se créer. De la sorte, la lutte se renforce !

2 000 licenciements à Usinor-Valenciennes "la crise ? c'est pour renforcer leur pouvoir"

Avant-hier, à Trith St Léger, près de Valenciennes, avait lieu, de 10 H à 12 H du matin, l'opération « ville morte ». Tous les commerçants, cafetiers avaient baissé les persiennes. A 10 H, la cloche de l'église sonnait, les sirènes se mettaient à hurler, pendant qu'un imposant défilé s'ébranlait, ouvriers d'Usinor, commerçants, délégations d'usines du trust Usinor, au coude à coude pour montrer leur volonté de s'opposer à ce que le Valenciennois devienne un désert, du fait de la menace de 2 000 licenciements à Usinor.

On sait qu'Usinor envisage de supprimer la production de fonte et d'acier à Trith, pour la reprendre jusqu'en 78 à Denain, où les hauts fourneaux sont plus puissants, où il est possible d'amener le minerai de Dunkerque par voie d'eau, plus rentable que le rail.

Quant on sait que les usines construites ces dernières années, comme celle de Mardic (tôle à froid) l'ont été à Dunkerque et non à Valenciennes, on comprend qu'il s'agit pour la bourgeoisie de parfaire les restructurations engagées depuis plusieurs années dans la sidérurgie. Aujourd'hui, la lutte ne fait que s'engager ; la mobilisation grandit, mais la développer de manière solide nécessite de combattre les idées défaitistes répandues par la direction.

« NOUS AVONS DES « DIFFICULTÉS » CLAME LA DIRECTION »

Ces projets de restructuration ne datent pas d'aujourd'hui : « Ça fait 2 ou 3 ans que la direction préparait la chose » disent les ouvriers. Dès 72, la section CFDT faisait un dossier. Mais pour licencier 2 000 travailleurs la direction veut éviter toute riposte, elle agite le thème de la « crise », de la « fatalité » « seuls ceux qui se bouchent volontairement les yeux, ne veulent pas admettre la réalité » dit-elle. Alors, pour engager le combat, il fallait déjà, dans l'usine, combattre ce chantage. « Pour cela, nous dira un syndicaliste, se placer sur le terrain des capitalistes, montrer que l'usine est rentable. Non pas dire « si elle ne l'était pas, il faudrait accepter les licenciements » mais pour montrer qu'en fait de « difficultés », il s'agit pour la direction, de multiplier ses profits uniquement, d'en faire encore plus.

DÉFENDRE L'EMPLOI A USINOR, C'EST S'OPPOSER A CELA

Car les arguments « fatals » ne manquent pas. Déjà « les billettes », (semi-produits) ne se vendent pas. C'est la crise ! dit la direction. « Or, différentes usines en ont besoin. La Metal Esco, à Trith en a besoin de 20 000 tonnes, l'usine Louvroil près de Valenciennes également, etc en tout un marché de 80 000 tonnes ! »

Ensuite, d'après la direction, les produits longs fabriqués à Trith sont moins vendables que les produits plats de Dunkerque, là encore il y aurait « difficultés ». « Or, nous dira-t-on, on en fabrique 320 mille tonnes en Allemagne, 260 mille tonnes en Belgique, pourquoi pas ici ? ». Enfin, « la région ne se prêterait pas à l'industrialisation » ? Le canal de l'Escaut est en chantier, mais là encore on ne se presse pas. C'est le choix déterminé.

VAINCRE PIED A PIED LE DÉFAITISME DISTILLÉ PAR LA DIRECTION

Démonter ces arguments a été important pour engager la mobilisation. Et cela porte



ses fruits. « Quand on voit le potentiel économique de Dunkerque où les prix sont les plus compétitifs, évidemment on comprend, nous dira un travailleur, ils veulent tout regrouper là-bas, c'est ce que la direction appelle ses petits problèmes, mais les autres ? »

« La crise ? C'est leur argument pour renforcer leur pouvoir, c'est pour s'opposer à nos revendications qui les embêtent ». Mais la lutte contre le chantage est d'autant plus importante à mener encore aujourd'hui, car il reste encore des idées de fatalisme. Bien sûr, elles n'empêcheront pas les manifestations, mais très vite elles risquent de reprendre le dessus, si elles ne sont pas combattues pied à pied. Ainsi, des travailleurs, peu certes, donnent leur compte. Il faut combattre les idées répandues par la bourgeoisie du genre « quand on est jeune, ça ne pose pas de problèmes », car c'est en fait un moyen pour elle, sous prétexte d'adaptation aux mutations incessantes à la vie

Il faut aussi combattre les idées : « A 45 ans on ne peut pas partir, on a nos maisons, les jeunes c'est différent, ils n'ont pas d'attache » ; il faut au contraire comme le disent d'autres « rester unis, car si chacun part de son côté, ça divise, et les jeunes, où partiront-ils ? Vendre des tomates dans le midi ? »

Le chantage à la crise, c'est aussi l'espoir, pour certains, de s'en sortir individuellement, alors « mieux vaut se tenir tranquille », ou croire que d'autres usines vont être implantées. La participation aux actions qui ont déjà été engagées, celles qui vont l'être, doit être le fait de la majorité des travailleurs, il est donc nécessaire de lever ce premier obstacle, c'est la

première condition pour engager une lutte qui sera longue. La manifestation d'avant-hier, positive, montre que nous n'en sommes qu'au commencement.

Mais quelle lutte mener ? Quels autres obstacles lever ? Nous y reviendrons demain.

CORRESPONDANCES SYNDICALES

Chirac recule devant les travailleurs de ses propres services

Le Service de Liquidation de l'ex-ORTF, service du premier ministre, appelé à disparaître son rôle étant accompli, comptait renvoyer au chômage les 150 auxiliaires qui le composent.

C'est en refusant cet état de fait, en se battant quotidiennement pied à pied avec sa direction, en établissant une pression permanente sur son lieu de travail - pression qui s'est soldée par une grève les 2 et 3 décembre 1975 - que les travailleurs du Service de Liquidation ont fait basculer le rapport de force en leur faveur et arraché une première victoire.

Jacques Chirac s'est vu contraint par son propre personnel de céder à ses revendications, en lui accordant le principe de son reclassement, reclassement s'accompagnant d'une formation professionnelle ; la direction compte présenter une ébauche de plan de reclassement qui se soumette à ces accords de principe vers la fin du mois de janvier.

Les travailleurs du service savent bien, à juste titre, que la bataille n'est pas terminée et qu'ils risquent fort de se heurter encore à leur direction sur les modalités d'application de la formation professionnelle et sur la nature des emplois proposés.

Toujours est-il qu'il s'agit d'une première victoire, unique dans l'histoire des luttes des agents non-titulaires de l'Etat. La Section Syndicale affirme que cette première victoire marque un pas en avant dans les luttes d'occasions dont l'importance est souvent mal appréciée, mais où se posent souvent de la manière la plus aiguë tous les problèmes qui ont trait à la garantie de l'emploi.

La Section Syndicale espère que cette victoire servira à l'extension et au succès des luttes de tous les auxiliaires !

Communiqué de la Section Syndicale du Service de Liquidation de l'ORTF (CFDT - SURT)

solidarité avec le chantier SAE

Les travailleurs du Chantier SAE (Direction de Paris-Est) qui construisent le central téléphonique Beaujon (rue de Courcelles à Paris 8^{ème}) sont en grève depuis le 12 janvier 76, pour :

- présence continue du délégué du personnel sur le chantier, (celui-ci a été déplacé contre son gré).

- prime minimum de 200 F pour tous, au lieu de l'attribution actuelle à la tête du client.

- rappel pour ceux qui ont touché moins antérieurement ; - versement à tous de la prime de sécurité de 100 F, ce qui n'est toujours pas appliqué.

Les différentes entrevues avec la direction n'ont rien apporté ; celle-ci refuse de négocier et a tenté de faire reprendre le travail. Mais les travailleurs sont déterminés dans leur lutte et la grève continue.

Un appel est lancé à tous les travailleurs pour rompre l'isolement de cette lutte et organiser la solidarité.

communiqué de la Section Syndicale CGT SAE-Paris

DJIBOUTI Les Français organisent la division Afar-Somali

une longue lutte pour l'indépendance,

«A Djibouti sur ta carte d'identité, il est inscrit que tu es Afar ou Somali, que tu appartiens à telle tribu et même à telle fraction. Après quoi le gouvernement français justifie sa présence à Djibouti en affirmant que les deux ethnies sont rivales, mais c'est le colonialisme qui a attisé les pires rivalités. Dans la lutte contre le colonialisme s'est forgée une unité de plus en plus solide».

LAISSEZ-PASSER DU NORD AU SUD

Lorsque les français se sont installés dans ce territoire, il était occupé par deux ethnies, les Afars au Nord et les Somalis au Sud. La colonisation de tout le pays s'est achevée malgré la plus violente résistance des deux nationalités unies.

En dehors de la région de Dikhil où les deux ethnies vivent ensemble, les français interdirent les communications entre les deux parties du territoire. Lorsqu'un Afar voulait se rendre au sud il devait être muni d'un laissez-passer spécial délivré par l'administration.

Malgré tout, une unité se tissait. Les dockers et les cheminots se sont organisés dans des syndicats sans distinction tribale. En 1954, ils organisent une grève contre la guerre d'Indochine. En 1956, c'est une semaine de grève totale contre l'agression franco-britannique de Suez.

L'échec des tentatives de division éclatera en 1958, à l'occasion du ré-

férendum sur le maintien de la présence française. Le député patriote Arbi organise des meetings dans tout le pays pour le «non». Quand on apprit que le «oui» était majoritaire, des milliers de personnes participèrent à son appel au meeting convoqué dans la banlieue de Djibouti. Les flics et la troupe vinrent en hélicoptères, bombardèrent la foule de grenades lacrymogènes : de nombreux blessés dont Arbi lui-même qui dut s'enfuir du territoire. Quelques années plus tard, il sera assassiné.

APRÈS 1958, UNE DIVISION POLITIQUE

Après ce référendum, pour briser la résistance du peuple, le colonialisme démantèle le syndicat, ses dirigeants et ses membres les plus actifs sont emprisonnés, déportés, expulsés. A sa place est installé un syndicat FO, dont la direction est nommée par l'administration.

A la division territoriale, s'ajoute la division politique. Les quarante sièges de l'assemblée locale

sont répartis par groupes ethniques. Par exemple, en ce moment, il y a un siège pour la minorité arabe, 3 pour les français, 16 pour les Somalis et 20 pour les Afars. Il y a peu de temps c'était le contraire, les Somalis étaient majoritaires. En 1974, au cours d'un meeting électoral il fut demandé au responsable français des élections «Il y a deux mois vous

deux ethnies, d'autant plus qu'à l'intérieur de chacune d'elle, tant de sièges sont réservés à telle tribu. Ce qui n'empêche pas Aref d'affirmer en pleine assemblée : «Ce n'est pas le peuple qui vous a élus, c'est moi». Stirn ministre des colonies pourrait dire de même à Aref ; utilisée pour dresser les ethnies les unes contre les autres, cette assemblée ne

soler du reste du pays. Malgré la répression de plus en plus violente qui s'abat sur le peuple, c'est dans tout le pays que les mouvements se développeront.

L'année 75 s'ouvre sur des manifestations de lycéens à Djibouti. Ils protestent contre le procès fait au rédacteur d'un journal patriotique. Les mani-

portent leur soutien : cette lutte locale devient la lutte de tous.

Stirn lui-même constatera cette unité : à Djibouti, malgré l'état de siège, il traversera la ville à toute vitesse pour éviter les manifestations. Puis, il se rendra à l'intérieur du pays : partout des manifestations. «Nous préférons crever de faim que vivre sous un régime fasciste» affirment les banderoles à Adelo.

Ainsi au travers d'une longue histoire de lutte contre le colonialisme français, Afars et Somalis dans la région de Djibouti ont tissé leur unité. «Nous pensons pour notre part que la juste solution de la question nationale ne saurait être autre chose que l'égalité en droit et en devoir des deux nationalités» affirme l'UNECAS (Union Nationale des Etudiants de la Côte Afar-Somalie) dans un texte tirant le bilan de cette histoire. «Cependant nous pensons que cet objectif ne peut se réaliser que dans le cadre d'un régime populaire et démocratique».

Grégoire CARRAT
en collaboration avec
l'UNECAS

(un article concernant la nouvelle politique française dans les colonies paraîtra dans Front Rouge n° 3 nouvelle série).



disiez que dans ce pays les Somalis sont majoritaires, vous affirmez aujourd'hui que les Afars sont majoritaires, sur quels recensements vous appuyez-vous pour le dire ? «C'est un problème de politique générale» dit-il. «et je ne peux répondre à cette question». Par ces manipulations le gouvernement français essaie d'attiser des jalousies entre les

représente rien d'autre que les intérêts du colonialisme français.

LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Après les manifestations pour l'indépendance, lors du voyage de De Gaulle en 66, les troupes d'occupation installèrent un barrage électrifié tout autour de la ville, pour l'i-

festations sont réprimées, de nombreux lycéens sont expulsés. Les ouvriers organisent des grèves de solidarité. Puis en mars, les élèves du CES de Tadjourat, dans le centre du pays, se mettent en grève contre leurs conditions de vie. La police intervient très brutalement. A Djibouti les lycéens organisent des grèves de solidarité, les travailleurs ap-

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

FOYERS EN LUTTE

La Sonacotra est acculée. Les provocations se multiplient pour tenter de briser la grève des foyers. La plus grave s'est produite à Garges-les-Gonnesse : depuis le début de la grève, des consignes étaient données de n'avoir aucun contact avec le gérant. Pourtant, un résident Algérien, sous prétexte de

«C'EST L'UNITÉ DE TOUS LES FOYERS QUI PEUT EMPÊCHER L'EXPLUSION !»

faire remplir ses papiers, était sans cesse fourré dans son bureau. Un soir, vers la mi-octobre 74, il provoque un autre résident à qui il devait de l'argent, se jette sur lui et le tue. Il est embarqué par les flics et, surprise, vient de faire sa réapparition au foyer, moins de trois mois après. On n'est pas habitué à tant de

mansuétude de la part de la justice et de la police envers les travailleurs, immigrés surtout.

Qui est derrière cela ? A qui profite le crime ? Cette affaire n'est qu'un épisode de la campagne de provocations contre la lutte des résidents. A St Geneviève-des-Bois et à

Meaux, ce sont des soi-disant «alertes à la bombe» qui permettent aux flics de faire sortir tout le monde et fouiller le foyer en détail. C'est Tardif le gérant de Romain Rolland qui entretient une équipe de provocateurs, un «veilleur de nuit» armé et leur propose 1,5 million s'ils réussissent à briser la lutte. C'est le directeur de Bagnole qui menace les résidents de faire intervenir les CRS. C'est le gérant de Nanterre qui monte avec son chien dans les chambres pour virer les affaires des résidents.

A cette campagne, s'ajoutent des manœuvres de division : la direction téléphone séparément aux comités de foyers, leur faisant croire que d'autres ont demandé à négocier, dans l'espoir de créer des divisions au sein du comité de coordination. D'autre part, les femmes de ménage sont licenciées les unes après les autres sous prétexte que les résidents ne payant pas leur loyer, ils ne peuvent les garder.

Le comité de coordination dénonce tous ces faits comme autant de manœuvres visant à briser la lutte des résidents pour des logements confortables, libres et pas chers. Il appelle à la vigilance

Au Foyer de la Porte des Lilas...

Des flics en civil et en uniforme sont pratiquement en permanence, depuis lundi, devant l'entrée du foyer de la Porte des Lilas. C'est la réponse de Giscard aux travailleurs immigrés qui luttent.

Ils n'ont pas encore osé s'attaquer aux foyers Sonacotra. C'est leur grande unité qui les en a empêchés pour le moment. Ils comptent sans doute sur le relatif isolement du foyer de la Porte des Lilas pour faire leur mauvais coup. C'est leur tactique de toujours, d'isoler les foyers et de les attaquer ensuite un par un.

Le B.A.S. (Bureau d'Aide Sociale) fait aujourd'hui un odieux chantage : «Si vous voulez qu'on réintègre les 50 résidents, il faut que tout

le monde reprenne le paiement des loyers au prix nouveau, 210 F + 250 F d'arriérés», ce qui fait 460 F par mois. La belle action sociale que voilà ! Sinon, c'est les flics, la rue...

Pendant ce temps, que font les révisionnistes du PCF ? Ils font «intervenir leurs élus» et conseillent aux résidents de reprendre les paiements en attendant l'aboutissement d'une action en justice qu'ils ont engagée et qui devrait, d'après eux, «donner raison aux résidents».

Les travailleurs africains, hier, étaient perplexes. Que faire ? On n'a pas beaucoup de contacts avec les foyers Sonacotra. Peut-on s'opposer à l'expulsion ? Il est vrai

que les révisionnistes jouent leur rôle de démobilisation et qu'ils n'ont pas encore été largement démasqués comme dans les Sonacotra.

Que cherche le PCF ? Se faire photographier avec une banderole pour faire croire qu'il défend les travailleurs immigrés ? (C'est ce qui est paru à la une de l'«Humanité»). Il espère sans doute refaire le chemin perdu dans les foyers Sonacotra en essayant de récupérer la lutte du foyer de la Porte des Lilas.

C'est d'autres perspectives qu'ont besoin les résidents. La liaison et le soutien des autres foyers, c'est la condition pour s'opposer victorieusement à l'expulsion et arracher les revendications pour lesquelles ils luttent depuis un an.

En bref

10 mois de prison pour un vol de 5 francs

Un soir, dans les rues de Besançon, deux jeunes gens un peu éméchés menacent un militaire avec un revolver en plastique. Celui-ci remet ses fonds de poche : une pièce de 5 francs.

La brigade de police de nuit alertée par un copain du militaire emmène les jeunes à la prison.

Cette affaire passait en justice la semaine dernière. Au procès, le problème pour le substitut du procureur de la République n'était pas de savoir si la somme volée était de 5 francs, si les agresseurs agissaient sous l'emprise de l'alcool, mais qu'il fallait des peines exemplaires parce qu'il y a eu, en 75, 653 cambriolages et 215 agressions. «Il arrive a-t-il dit que la peine d'emprisonnement devienne une peine d'élimination».

A l'issue du procès un des jeunes était condamné à 10 mois de prison ferme, son camarade à 4 mois de prison avec sursis et une mise à l'épreuve de 3 ans.

Remarquons, par exemple, que cette semaine le PDG de la société anonyme continentale immobilière européenne, poursuivi pour une fraude fiscale de 3 millions de francs a été condamné par le tribunal de Paris à... 3 mois d'emprisonnement... dont 2 avec sursis !

Une famille éplorée

C'est la désolation dans la famille Sanguinetti. Après Alexandre licencié de son poste de directeur de l'ORSTOM, pour critiques envers Giscard, c'est son frère Antoine qui vient de perdre son emploi d'Amiral. Le gouvernement se prépare en effet à l'exclure des cadres de l'armée d'active pour avoir critiqué sa politique militaire. Cette nouvelle sanction montre les limites du prétendu libéralisme giscardien. Les frères Sanguinetti ne risquent pas cependant de se retrouver à la rue, leur retraite est depuis longtemps assurée, Antoine, en tant que vice-président d'escadron hors-cadre, et Alexandre dans l'UDR.

LIRE ET RELIRE

une arme culturelle :

«LE PEUPLE FRANÇAIS»

Dans son dernier numéro (janvier-mars), «Le Peuple français» fête son 5ème anniversaire. Nous, au Quotidien du Peuple, nous sommes heureux de nous associer à cette petite fête.

En effet, l'entreprise même de cette équipe d'enseignants nous paraît très juste, parce que très constructive dans le domaine culturel : remettre en question l'histoire telle qu'elle est manipulée dans les manuels scolaires, distillée à la radio et à la télé, ou commercialisée dans des revues du genre Historia, c'est-à-dire faire éclater ce bel édifice qu'est l'Histoire de la classe dominante où l'on s'efforce de nous faire révéler, pèle-mêle, le roi soleil, Napoléon, Thiers (le massacreur des ouvriers parisiens), Bugeaud, Ferry (les infatigables «pacificateurs» des peuples d'Afrique et d'Asie)... Et sur les sinistres décombres de cette histoire-là, l'intention des camarades du «Peuple français» est d'en reconstruire une autre, la vraie, celle des masses en lutte et en marche.

L'entreprise n'était point facile car la bourgeoisie a tout fait pour expulser les travailleurs de «son» histoire. Il reste donc peu de documents sur les luttes, sur les réalisations techniques, culturelles du peuple. Et il faut s'armer de patience, aller fouiller dans des archives oubliées, dans des greniers, faire appel à ceux qui détiennent, par écrit ou oralement, des bribes de ce savoir historique alternatif pour reconstituer, morceau par morceau, cette histoire des travailleurs.

Il fallait aussi résoudre les durs problèmes du financement de la diffusion de cette revue trimestrielle, en la maintenant à un prix accessible à un public populaire. A force de tenacité et d'organisation, ce pari, que certains espéraient bien perdu, a été gagné.

Cette réussite est liée étroitement à la volonté grandissante des travailleurs de revendiquer leur droit dans le domaine culturel, et en particulier leur droit à un passé, à une histoire où ils sont cons-

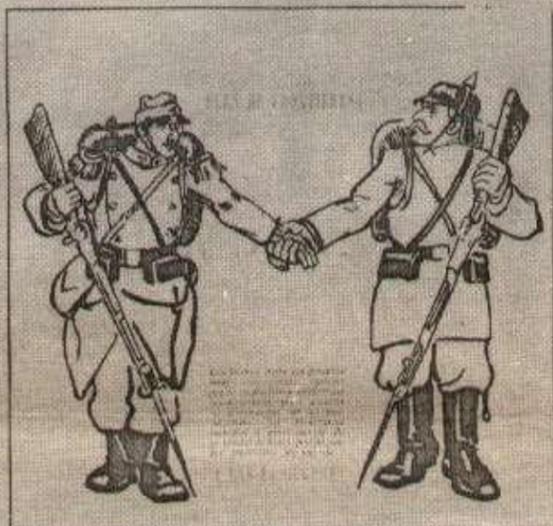
cients d'avoir joué le rôle principal.

Paule SACONNET

Dans une seconde étape, «Le Peuple français» a pu regrouper les recherches dispersées et proposer une histoire des masses rurales françaises : le dossier «Paysans», du Moyen-âge à la Révolution de 1789. Il annonce pour cette année la suite de cette étude, ainsi que la parution d'un autre dossier : «Les ouvriers».

LE PEUPLE FRANÇAIS

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE



- LES ANTIMILITARISTES • UNE GRÈVE EN BRETAGNE (1903)
- LE TRAVAIL DES ENFANTS AU XIX^e SIÈCLE • MONTENUS
- SAINT LOUIS ET L'INQUISITION • L'HISTOIRE ET THOÏEZ

21

Trimestriel - 4 Francs - Janvier - Mars 1976

TÉLÉVISION

programme

JEUDI 22 JANVIER

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE: les colo
HEURE: les colo
RANTS.
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES.
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT AZ UN FIL
feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - BARETTA série américaine.
21 h 25 - PORTRAIT : INDIRA GANDHI
22 h 25 - ALLONS AU CINÉMA
22 h 55 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - Y'A UN TRUC.
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - DES HOMMES LIBRES.
22 h 00 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE.
23 h 15 - JOURNAL et fin.

FR 3

19 h 00 - POUR LES JEUNES.
19 h 20 - RÉGIONALES.
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE le C.I.C. : Centre d'Information Civique.
19 h 55 - FLASH JOURNAL.
20 h 00 - ALTITUDE 10 000 Jeu.
20 h 30 - VANINA VANINI italien de Roberto Rossellini (1961) Version française.
22 h 00 - JOURNAL et fin.

notre sélection

TF 1 présente à 21 h 25 le portrait d'Indira Gandhi, le premier ministre de l'Inde suivi d'un débat entre un membre du parti du Congrès, parti au pouvoir et un membre de l'opposition de sa majesté, Mr Goaré du parti socialiste. Seront absents, tous ceux que Indira Gandhi a fait emprisonner depuis la proclamation de l'état d'urgence et les militants révolutionnaires perdus sur son ordre.

Sur FR 3, un film du cinéaste italien Roberto Rossellini «Vanina Vanini». Une aristocrate Vanina Vanini s'éprend d'un révolutionnaire Pietro Misrilli qui lutte aux côtés des paysans pour l'unité de l'Italie. Vanina, dénonce les camarades de Pietro afin de l'arracher à son combat. L'intérêt du film n'est pas dans ce conflit maintes fois traité en littérature et au cinéma («Senso» de Visconti) entre la passion amoureuse et l'engagement révolutionnaire. Ce conflit fait passer au second plan le combat des révolutionnaires italiens. Ce qu'on peut trouver dans Rossellini c'est l'art achevé des reconstitutions historiques, sous forme de tableaux d'époque : de belles photographies sur papier glacé, sans vie, où sont gommées les contradictions sociales.

Mardi soir, sur TF 1

«QUELLE JUSTICE LES JUGES RENDENT-ILS»

un débat à peine amorcé

On ne pouvait qu'être déçu après l'émission de Jean Ferniot et Christiane Collange consacrée à la justice. On était en droit d'espérer mieux en raison du thème choisi : «Quelle justice les juges rendent-ils ?», des questions posées : «justice de classe ?», indépendance des magistrats ?.. en raison également de la présence d'un membre du bureau du Syndicat de la Magistrature, face à de hauts magistrats incarnant la justice bourgeoise. En fait ce débat télévisé a au moins montré une chose, les limites inhérentes à ce type d'émission, limites qui tiennent plus à leur conception qu'au sujet choisi, aux questions posées.

Les positions du Syndicat de la Magistrature défendues par Philippe Texier étaient pourtant au centre du débat. En quelques phrases, Texier a dressé un constat de la réalité de la prétendue neutralité de la justice : prisons peuplées à 80 % de détenus d'origine populaire, procédure expéditive des flagrants délits pour les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, procédure interminable, conciliations pour la délinquance en col blanc : fraude fiscale, faillites frauduleuses, peines dérisoires ou absences de peines pour les patrons responsables des accidents du travail...

Les autres participants se sont employés chacun à sa façon à escamoter le débat que voulait lancer Philippe Texier à partir de ces don-

nées. Maître Pollak qui adoptait une attitude de conciliateur, admettait les faits mais qui refusait d'en tirer les conclusions, n'affrontait pas de face les positions du syndicat de la magistrature mais essayait d'en atténuer la virulence. Aydalot et Lindon intervenaient non sur le fond, mais pour raconter des histoires personnelles montrant qu'ils avaient toujours agi «en leur âme et conscience». Aydalot d'un ton patelin jurait que jamais un Garde des Sceaux n'avait fait pression sur lui, c'est sans doute vrai, ça prouve seulement que ce n'était pas nécessaire. Dans tout cela, les vraies questions se sont trouvées noyées.

Il est cependant révélateur que la télévision soit obligée de programmer un débat même pour l'escamoter et que les juges, exceptés Texier, se soient placés sur la défensive. Les luttes des masses, les questions qu'elles se posent sur l'appareil judiciaire font que ce sont les représentants de l'appareil judiciaire qui étaient en position d'interpellés. Mais pour qu'un tel débat aille plus loin, il manquait l'accusation : les travailleurs.

Pour nos lecteurs qui désireraient mieux connaître les positions du Syndicat de la Magistrature, un livre : «Au nom du peuple français», ouvrage collectif de ce syndicat, aux éditions du Seuil.

Serge LIVET

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

1961 : PREMIÈRE LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE RÉCESSION A DECAZEVILLE

De 1950 à 1961, le nombre des mineurs du bassin de Decazeville était passé de 4348 à 2009. Début décembre 61, dans le cadre du plan de récession, la décision est prise par les responsables gouvernementaux de ne garder que la mine à ciel ouvert pour la centrale thermique, les autres mines devant être fermées. Au même moment 8 mineurs sont licenciés et affectés à une autre mine de la région, perdant ainsi logement, charbon, sécurité sociale du mineur ; la retraite est recu-

lée de 10 ans, même s'ils ont passé des années de leur vie au fond de la mine, leur paye réduite. L'ensemble des mineurs du bassin, conscients que c'est ce qui les attend tous, décident la grève avec occupation des locaux, pour la défense de leur travail. Il tiennent bon 64 jours. Pour le PCF, il s'agissait surtout de négocier une politique de «reconversion» des mineurs dans la région. Engagée sur de telles bases, la grève du bassin houiller de Decazeville, malgré la détermination des mineurs, était impuissante pour empêcher la fermeture des puits, le dernier puits cessera d'ailleurs son activité le 1^{er} avril 66.

1963 : GRÈVE MASSIVE CONTRE LES FERMETURES ET LA SUREXPLOITATION

C'est dans le contexte qu'éclatent dès janvier des mouvements de grève du rendement, puis le premier mars, malgré la volonté de la CGT de la limiter à 48 heures, une grève illimitée qui rassemble les mineurs du charbon, du fer, de la potasse, de la bauxite. Pour la première fois, le corps des ingénieurs ainsi que les agents de maîtrise sont dans la grève, car ils craignent pour leur emploi.

Aussitôt de Gaulle décrète la réquisition des mineurs pour le 4 mars. L'armée est envoyée dans les mines. En vain, personne n'y répond, même en Lorraine où les gaullistes sont influents. La grève se poursuit, massive, soutenue par un immense mouvement de solidarité des travailleurs à l'échelon national. Dans l'esprit des mineurs, la grève de 63 reste un exemple inoublia-

ble de l'unité d'action de toute la classe ouvrière : partout des collectes étaient organisées, les délégations de mineurs recueillaient le soutien de la population et avec ces succès, le gouvernement doit reculer : le 3 avril, les mineurs obtiennent satisfaction sur nombre de leurs revendications : 12,5% de hausse des salaires en un an quatrième semaine de congés payés, augmentation des primes. Mais concernant la lutte contre la fermeture des puits, les mineurs n'obtiennent qu'une table ronde sur l'avenir des mines qui débouchera sur une remise en cause très limitée du plan Jeanneney de récession des Houillères.

DEPUIS 1963...

Depuis 63, outre le grand mouvement de mai 68 (plus d'un mois de grève dans les mines), des mouvements se sont développés contre la fermeture des puits notamment à Bruay en 71 ; dernier mouvement en date :

Faulquemont, fin 74.

Pourtant, les Houillères ont essayé d'enfermer le mineur dans un véritable carcan, créant de nombreux obstacles à la lutte.

Malgré cela, malgré le manque d'organisation dû pour une part importante à la politique des révisionnistes du P(C)F, la colère est grande aujourd'hui chez les mineurs. Subissant de très dures conditions de travail, et voyant leurs enfants (pour le Nord - Pas de Calais) avec un avenir professionnel bouché ou réduit aux travaux avec les déplacements interminables, (les mines ferment dans une région où le taux de chômage est un des plus élevés de France), les mineurs comme le montrent les premiers succès de la Commission Populaire d'Enquête, sont déterminés à lutter.

La bourgeoisie comptait sur la mort lente des mines pour étouffer la voix des mineurs. Mais elle doit compter aujourd'hui avec leur volonté de lutte.

LA VIE DU JOURNAL

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8h30 à 13h

c'est souvent à prendre ou à laisser

Les articles concernant la Chine étaient intéressants mais comme nous l'ont dit souvent plusieurs camarades : « c'est souvent à prendre ou à laisser ». C'est à dire que ces articles intéressent mais ne sont pas convaincants, peut-être parce que ne tenant pas assez compte des questions exactes que se posent les travailleurs ou des réticences qu'ils expriment.

de Nanterre

on y arrivera

Dans mon usine beaucoup de choses ont changé depuis quelques mois. De nouveaux dirigeants sont venus (on ne sait pas trop d'où) et depuis c'est intenable. Plusieurs filles ont déjà reçu des avertissements sans aucun motif réel. Ex : une fille sort du W.C., un dirigeant lui demande son nom, et, quelques jours après, elle reçoit un avertissement. Nous n'avons pas le droit de boire un café à plus de quatre à la fois. (Certainement pour éviter que nous puissions communiquer les unes avec les autres) alors que nous sommes 180 dans l'usine. Il est interdit de lever le nez de sa machine et d'échanger la moindre parole avec sa voisine. On nous traite comme des gamines. Les chefs et les directeurs nous parlent sur un ton que nous supportons de moins en moins. Le fixe de notre salaire est très bas et la production nécessaire pour toucher la prime de rendement est placée si haut qu'il est absolument impossible de la faire. Sur l'ensemble de l'usine, les filles « faisant la prime » sont extrêmement peu nombreuses.

Face à cela, de plus en plus de filles sont complètement dégoûtées, mais elles ne savent pas quoi faire. Elles seraient tentées de partir, mais elles savent qu'il leur sera absolument impossible de trouver du travail ailleurs. D'autre part, elle ne veulent pas arrêter de travailler car la paye du mari dans la plupart des cas ne suffit pas. Même celles qui ont un enfant préfèrent pour la grande majori-

té revenir travailler (même si ce n'est pas la joie au cœur).

...La dernière grève a échoué car elle avait été préparée dans le secret par les déléguées qui nous faisaient débrayer une heure chaque jour et petit à petit, les filles découragées, ont été de moins en moins nombreuses à débrayer. (...)

Il faut reconnaître aussi que si pratiquement toutes les filles de moins de trente ans sont combattives et ne veulent pas se laisser faire, la plupart des femmes de plus de quarante ans par contre, sont beaucoup trop passives, essayent de nous décourager lorsque nous voulons faire quelque chose... Ex : « il faut travailler pour que l'usine marche bien », « vous êtes jeunes, vous ne voulez rien faire ». Il faut dire que notre région est très industrielle mais la majorité des habitants-sont issus de la campagne (...). Cela se fait encore sentir beaucoup chez une bonne part des gens de plus de trente ans. D'ailleurs beaucoup de mes copines sont en butte avec leurs parents qui ne veulent pas qu'elles soient déléguées ou qui essayent de les persuader de tout accepter de la part du patronat. Il y a encore, beaucoup à faire, on y arrivera. Je pense que les idées qui sont défendues dans le Quotidien du Peuple sont justes et qu'il faudrait qu'un plus grand nombre de gens du peuple qui lisent et qu'il devienne le journal du peuple.

J. ouvrière à Lejaby Firminy

L'appel aux lecteurs que nous avons lancé le 11/12 janvier n'est pas pour nous un moyen sympathique de mesurer l'écho rencontré par le journal, en recueillant quelques idées, et corrigeant au passage, quelques défauts trop apparents. C'est autre chose. Il s'agit pour nous avant tout de permettre aux travailleurs qui lisent le journal de débattre véritablement de ce projet que nous avons de faire un Quotidien du Peuple, et de l'état de sa réalisation aujourd'hui. Engager ce débat, franchement, avec eux, est pour nous, un moyen sûr de ne pas trahir l'espoir qu'a suscité la parution des premiers numéros du Quotidien du Peuple, et de franchir les obstacles que nous rencontrons.

Aussi, ce n'est pas seulement en soulignant de temps en temps sur tel ou tel point particulier une insuffisance du journal mais par une vigilance de tous les jours que les lecteurs, conscients de la routine, de la facilité qui guettent toujours les journalistes prendront en mains l'amélioration du Quotidien.

la page sur le Liban était la bienvenue

Quand on lit la page « la vie du journal » on remarque qu'en général les lecteurs trouvent la page internationale très bien, la meilleure du journal. Les camarades se sont demandés pourquoi, et si elle n'était pas malgré tout à améliorer.

Or il semble qu'elle est bien parce que c'est une bonne page d'information. On y trouve toutes les informations importantes sur la situation internationale et des informations qu'on ne trouve pas ailleurs. Mais ce n'est pas toujours une information politique satisfaisante : il y manque souvent l'analyse, le point de vue d'ensemble, le rappel historique de comment et pourquoi l'évènement dont on parle a démarré.

Par exemple la page du n° 86 sur le Liban était la bienvenue car elle permettait de faire le point politique. Il faudrait en faire une tous les 15 jours environ pour chaque évènement : Angola, Liban, Espagne.

... La première page s'améliore nettement.

Les titres sont clairs et incitent à lire l'article en page interne. 3 gros titres et un sommaire, c'est parfait. La gros-

se faiblesse, c'est la dénonciation du révisionnisme et du P(C)F. Par exemple dans le n° 77 du 7 janvier, il y a deux fois l'expression « on voit encore la nouvelle bourgeoisie », sans que jamais auparavant on ait expliqué ce qu'est une nouvelle bourgeoisie et pourquoi tel dirigeant syndical ou tel élu de mairie en fait partie. (...)

Enfin nous nous sommes demandés si la surface limitée dont dispose aujourd'hui le QdP est réellement utilisée car les choix qui sont faits vont trop souvent dans le même sens, par exemple il y a beaucoup de choses sur la médecine (aspect important de la vie des masses) et très peu de choses sur les femmes, les jeunes, la pourriture idéologique du système.

Compte rendu d'une réunion de lecteurs à la faculté de Jussieu

Nous reviendrons prochainement sur la question de la dénonciation du révisionnisme dans le journal que posent de nombreux lecteurs. Sur le dernier point, les camarades ont raison de critiquer l'abandon, provisoire heureusement, d'un certain nombre de rubriques du Quotidien. Là aussi nous avons besoin de vos propositions précises.

« Un quotidien qui montre la vérité au peuple » c'est ce qu'attendent des milliers de travailleurs, c'est ce qu'attendent les camarades de la CFEM à Fos, par exemple quand ils nous expliquaient comment la « preuve écrite sur le journal » des manœuvres répressives d'un chef faisait l'unité des travailleurs, contribuait déjà à créer un rapport de force. Voilà pourquoi nous vous demandons d'envoyer vos critiques au journal, d'être exigeants sur notre travail.

ça a du énormément plaire

A mon avis les thèmes examinés par le journal sont bien choisis, mais il manque énormément d'exemples précis. Par exemple, en disant : « on exploite les ouvriers », on ne prouve rien, on ne montre pas où est l'exploitation. Mais en disant : « les médecins rédigent de faux rapports sur les ouvriers », on voit où est l'exploitation. L'information du Quotidien doit être beaucoup plus complète avec une argumentation poussée...

Un passage d'article qui m'a énormément plu c'était celui, dans l'article sur les mines de fer de Lorraine, où il est dit et montré clairement ce que c'est que la solidarité : « Tous les jours des camions entiers arrivaient... Cette année là les gosses ont eu leur plus beau Noël ». Je pense que cette forme d'article est à développer car ça a dû énormément plaire !

L.N. Grenoble.

Dans cette perspective que penser des lettres que nous envoyent aujourd'hui les lecteurs ? Que penser de ce manque « d'exemples précis » qu'incrimine le camarade de Grenoble, que penser de cette réflexion « c'est à prendre ou à laisser » d'un lecteur de Nanterre ? Et les lecteurs de Jussieu qui nous écrivent, ont-ils raison ou tort de ne pas se satisfaire de la « bonne impression » que laisse dans l'ensemble la page internationale ? Et de demander plus d'explications ?

Eh bien nous les journalistes, nous pensons qu'ils ont tout à fait raison.

Pourquoi ? Parce que ce qu'ils ont remarqué, c'est autant de défauts qui nous font tourner le dos au projet que nous avons d'un Quotidien de débat pour le peuple : capable à partir de ses interrogations multiples, de ses révoltes, de dégager sur toutes choses le point de vue juste, le point de vue d'ensemble, le point de vue qui permet de faire progresser les luttes.

JE M'ABONNE

250 F 1 AN
150 F 6 MOIS
80 F 3 MOIS
30 F 1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne

10 F 50 F 100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Pour soutenir le Quotidien du Peuple des cartes postales en couleur sont à votre disposition



communiqué

MUHLOUSE

La section de Mulhouse du Parti Communiste Révolutionnaire invite à participer aux

« 6 h contre la répression », samedi 24 janvier, à partir de 16 h Palais des fêtes rue des Trois-Rois à Mulhouse

pour libérer nos camarades, pour la levée des inculpations, pour la suppression des tribunaux d'exception, tribunaux militaires, cour de sûreté de l'Etat, pour le soutien à la lutte des soldats.

Forum, Meeting, chants, stands d'information, à partir de 20 h : film, débat, meeting et chants.

A l'appel du PSU, PCR, LCR, Comité de Soutien de Mulhouse

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

LIBAN : LES PHALANGES ÉGORGENT

ISRAËL MENACE

Hier, dans l'après-midi, le ministre de l'intérieur libanais Chamoun, chef de milices de droite, proclamait «C'est l'armée syrienne, ce sont les blindés syriens, les canons syriens qui attaquent le Liban». Cette insistance à accuser la Syrie, qui a démenti formellement toute intervention de sa part, vient au moment où les responsables israéliens multiplient les déclarations du genre de celle de Shimon Perès : «Toute intervention syrienne au Liban serait une menace, et le gouvernement israélien ferait les pas nécessaires». On se souvient par ailleurs que, voici peu de temps, Kissinger faisait connaître qu'en cas d'intervention syrienne, les Etats-Unis considéreraient comme justifiée une «riposte» sioniste.

Ainsi toutes les pièces d'une intervention d'Israël au Liban, susceptible de déclencher la cinquième guerre dans cette région, semblent se mettre en place pas à pas. Cette agression est dans la logique du plan américain : chacun sait en effet que les milices réactionnaires libanaises ne seraient pas en mesure de faire face militairement à une attaque conjuguée de la gauche libanaise et de l'ensemble des forces de la Résistance. Les forces de la droite libanaise ont provoqué systématiquement la guerre civile, elles ont étendu leurs provocations aux camps palestiniens, elles ont menacé le pays d'une séparation en deux, d'une «partition» que l'Organisation de Libération de la Palestine a déclaré ne pouvoir tolérer. Elles se sont ainsi placées dans une situation qu'elles devaient, d'emblée, se voir incapables de résoudre en comptant sur leurs seules forces : et sur qui d'autre que sur les sionistes pouvait donc compter un Chamoun qui, reprenant aujourd'hui ouvertement les thèses israéliennes, dénie au peuple palestinien «le droit de revendiquer une patrie ou de demander l'autodétermination» ?

Ainsi s'éclairent brusquement les événements des derniers mois au Liban : à travers tous les conflits «confessionnels» qu'elle attisait, la réaction libanaise ne visait, fondamentalement, qu'à liquider la Résistance Palestinienne, en faisant appel, si le besoin s'en faisait sentir, à l'intervention israélienne. Voilà qui justifie pleinement la politique de l'OLP, de non-intervention dans les affaires du Liban, de lutte permanente pour l'arrêt des combats.

Le plan américain qui pourrait, dans ces prochains jours, connaître ses ultimes développements, table essentiellement sur la division du front arabe à laquelle il pense être parvenu par la signature de l'accord égypto-sioniste. Alors, pense-t-on à Washington, il devient possible d'écraser la Résistance et, au besoin, la Syrie qu'on considère comme isolées.

Au cours des heures et des jours à venir, l'avenir à court terme de la région risque bien de se jouer sur cette question : l'unité arabe, qui avait permis les victoires d'octobre 1973, pourra-t-elle se ressouder ? Le contraire serait une nouvelle tragédie pour la cause de la Libération des peuples arabes.

Jean LERMET

Palestine occupée

Dans un bilan des 12 premiers jours de janvier, le commandement militaire de la Résistance signale notamment : le premier janvier, attaque contre un parking militaire à Jérusalem, mine faisant sauter un véhicule militaire sur la route d'el-Arish (Gaza), bombardements de positions ennemies à Naharia ; à chaque opération, importantes pertes en matériel et en hommes chez l'ennemi. Le 3 janvier : deux officiers de renseignements sionistes abattus à Ain al Fashkha. Le 12 janvier, bombardement d'installations militaires à Safad, en Galilée, causant d'importantes destructions

Portugal

DERNIERE MINUTE

Place du Rossio, Lisbonne. Cet après-midi, les employés de commerce en grève ont été provoqués à diverses reprises par des commandos de non-grévistes et par la police. Vers 18 H, la foule qui exprimait son indignation devant un commissariat a été prise sous le feu de tirs provenant de l'intérieur du local de police. On a relevé un mort et six blessés.

ESPAGNE :

aux cris de «liberté» dans Madrid en état de siège

GRANDE MANIFESTATION

Manifestation considérable malgré un quadrillage policier sans précédent à Madrid, poursuite des mouvements de grève dans de nombreux secteurs de la capitale, et extension à plusieurs autres grandes villes : les événements des dernières quarante-huit heures ont prouvé que la contradiction entre les masses populaires et le régime fasciste est irréductible.

Combien étaient-ils mardi vers 8 heures dans le quartier proche du siège de la présidence du gouvernement ? 8 000 comme l'annonçait l'agence officielle Cifra ? 10 000 ? Le double peut-être ? Il est difficile de le savoir avec précision, car une zone de plusieurs kilomètres autour a été coupée au trafic, les lignes de métro de Ciudad Lineal Carabanchel et de Argüelles-Alfonso XIII ainsi que les lignes de bus qui conduisaient à proximité ont été coupées. Des groupes de 100 «grises» (police armée) avaient pris position à tous les angles de rue. Les flics disposaient d'un dispositif anti-émeute considérable : police montée pour charger, bombes fumigènes, gaz lacrymogènes, etc. De plus, tous les ponts sur le Manzanares ont été coupés et contrôlés pour empêcher la venue des manifestants des quartiers périphériques, ceux de Vallecas par exemple. Et pourtant, Madrid a résonné des cris de «Liberté», «amnistie» : la plus importante manifestation de masse depuis la fin de la guerre ! Tous ceux qui avaient lutté sans discontinuer la semaine précédente : ceux de Chrysler, Standard, la métallurgie, la banque, les associations de quartier sont venus crier leur haine du fascisme.

La manifestation est aussi une victoire parce qu'elle a obligé le gouvernement à se présenter tel qu'il est, à employer ses moyens de répression fasciste habituels. Les réformistes et des révisionnistes, dans les jours

précédents la manifestation, préparaient une action légale, avec service d'ordre et drapeaux comme dans les démocraties bourgeoises, car ils s'imaginaient que la manifestation serait tolérée par le gouvernement. Si ce point de vue avait triomphé, les groupes de «commandos», le caractère de masse de la manifestation n'aurait pas été possible ; les masses comprennent de plus en plus que le «libéralisme» du régime se termine là où il voit un danger réel pour son existence.



D'autre part, les luttes de la semaine dernière se sont achevées par un premier succès pour toute la classe ouvrière, puisque les ouvriers du Livre et du bâtiment ont obtenu des augmentations de salaires dépassant la limite fixée par le décret de blocage.

C'est grâce aux multiples actions de solidarité que les militants accusés d'appartenir au Comité coordinateur des grèves ont été libérés

moennant une caution de 50 000 pesetas. Par exemple, les 10 000 ouvriers de Chrysler ont attendu devant le tribunal de Las Salesas jusqu'à la libération de leurs deux camarades. Dans le métro et dans d'autres secteurs (banques, textile, enseignement, wagons-lits), les luttes se poursuivent sous forme de grève ou d'assemblées.

EXTENSION DU MOUVEMENT

Ces derniers jours, la tendance est à l'extension du mouvement : en Catalogne par exemple, dans la région du Bajo Llobregat, il y a environ 100 usines en grève : les travailleurs ont organisé des piquets de grève qui parcourent les autres usines. La Compagnie de Gaz et d'E-

lectricité (1 100 travailleurs) a débrayé et à Barcelone, la grève est totale dans les banques.

A Valence, la grève générale du bâtiment continue et des manifestations ont eu lieu à Sagunto et Torrente.

Dans les Asturies, 9 000 mineurs du bassin de Hunosa sont menacés de sanctions à la suite des grèves des jours précédents.

Chez Renault à Valladolid, le conflit s'étend ; en Navarre à Estella et Tudela, il y a eu des grèves et des manifestations populaires. A Pamplone, il y a eu des arrêts partiels à «La Pamplonica» et à «Mina». Au Pays Basque aussi, des manifestations se sont déroulées à Tolosa, Renteria et Pasajes de San Pedro.

A l'issue de leur réunion de Bruxelles, les «neuf européens» ont décidé que «la situation actuelle n'interdit plus la reprise des contacts avec l'Espagne». En conséquence, des «conversations auront lieu bientôt», affirme le communiqué qui précise que d'autres ont «récemment eu lieu» : belle marque de l'hypocrisie de la prétendue «rupture des négociations». Cependant, la formule indiquant que les négociations proprement dites ne reprendront qu'après le 9 février a soulevé la colère de Sauvagnargues, qui la trouve «ahurissante». C'est que le régime où le policier Poniatowski organise sa collaboration avec son collègue espagnol Fraga Iribarne est un des plus chauds partisans du «libéralisme» de la matraque qui règne à Madrid.

CARVALHO :

«Malgré tout j'ai l'espérance»

La publication du «rapport sur les événements du 25 novembre», établi par l'actuel Conseil de la Révolution, et l'arrestation qui s'en est suivie d'Otelo de Carvalho, ont marqué les dernières quarante-huit heures au Portugal. On se souvient que, dans ces journées de novembre 1975, les forces de droite, saisissant l'occasion de l'occupation de plusieurs bases aériennes par les parachutistes de Tancos, lançaient une offensive générale et victorieuse contre les différents régiments réputés de gauche.

Avant de revenir plus en détail sur le texte du rapport, nous achevons aujourd'hui la publication, commencée hier, de l'interview de Carvalho, réalisée une demi-heure avant son arrestation par l'agence portugaise inter-serve.

Après avoir indiqué : «Je me suis toujours opposé à toute espèce d'aventures qui ouvriraient le chemin à la droite», et «Mon arrestation est due à la pression de la droite», Carvalho estimait que l'échec de la gauche était dû à la «manipulation partidulaire des forces armées», il poursuit :

«L'impossibilité de l'unité de la gauche a ouvert le chemin à la droite, et elle est due à la volonté de pouvoir que tous les partis ont constamment démontrée à plusieurs reprises, jusqu'à un point assez désespéré et peu digne. Le parti socialiste, par son combat anti-communiste, a là-dedans beaucoup de responsabilités, qui de toute

façon sont étendues à toute la gauche. Les partis ont fini par étrangler la révolution et tous ses projets de gauche».

Que prévois-tu pour le futur ?

Je pense qu'il va commencer une phase parlementaire qui diminuera toute l'expression des luttes de classes, institutionnalisant une démocratie bourgeoise qui laissera place rapidement à l'autoritarisme de droite.

D'un autre côté, il est nécessaire que le Conseil de la Révolution puisse s'opposer avec courage, audace et détermination (que jamais il n'a eus) à toute cette offensive de droite. Il est nécessaire que les membres de cette plus haute instance politique militaire du Portugal soit cohérents jusqu'aux dernières conséquences, comme personnes de gauche qu'ils sont

ou prétendent être. Bien que leurs forces me paraissent aujourd'hui diminuées, si cela n'était pas, nous retournerions au 24 avril et alors, une fois la gauche militaire liquidée, incluant ceux qui sont aujourd'hui dans le Conseil de la Révolution, toute la gauche sera liquidée, y compris le parti socialiste. Malgré tout, j'ai l'espérance que les masses populaires prennent conscience des dangers qui menacent leurs conquêtes et qu'elles casseront d'être manipulées. Ainsi elles seront unies, conscientes de leur force et de tout ce qui est possible si elles prennent en main leur propre destin. Rien de ce qui a été fait ne le fut en vain, je suis certain que les masses populaires et les travailleurs de ce pays donneront une riposte aux forces qui tirent les ficelles maintenant dans les coulisses et qui sont intéressées à mon emprisonnement.